

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50
— Le numéro, 15 centimes.
DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
— Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES : 1 fr. 50 la ligne.
Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
Place de la Bourse, 8
ÉTAU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	81 30	» 20 » »
3 0/0 amortiss.	82 75	» 20 » »
4 1/2 0/0 1883	110 35	» 05 » »
Cons. anglais	99 5/8	1/8 » » »
Italie	95 » »	» » » »
Flor. autric. (or)	89 » »	» » » »
Esp. Extér. nouv.	58 1/16	1/16 » » »
Egyptien 6 0/0	332 50	» » » »
Ch. Égyptiens	438 75	» » » »
Turc 4 0/0 (nouv.)	16 40	» » » »
Banque ottomane	523 75	1 25 » » »

Nous prions ceux de nos lecteurs dont l'abonnement expire à la date du 31 JUILLET de vouloir bien le renouveler le plus tôt possible, afin d'éviter tout retard dans la réception du journal.

PARIS, 29 JUILLET

DERNIÈRES NOUVELLES

INTÉRIEUR

MORT DU COMTE RAPETTI

Nous apprenons avec douleur que M. le comte Rapetti est mort hier, à la maison des frères Saint-Jean-le-Dieu, rue Oudinot. Louis-Nicolas Rapetti était âgé de soixante-seize ans. Il était né à Bergame, d'une famille du Montferrat qui avait embrassé le parti de la France. Fils d'un chirurgien militaire, il fut élevé au collège de Toulon, fit ses études de droit à Paris et à Rennes, et reçut, en juillet 1841, son diplôme de docteur dans cette dernière Faculté avec une thèse remarquée sur la *Condition des étrangers en France*.

Appelé au Collège de France comme suppléant de M. Lermier dans la chaire de législation comparée, il y enseigna, de 1840 à 1848, l'histoire du droit romain et l'histoire du droit canonique. Il prit une part active à la rédaction de divers recueils juridiques et de plusieurs journaux politiques de l'opposition.

Il devint en 1848 maître de conférences à l'École d'administration qui fut supprimée l'année suivante.

M. Rapetti, qui était dévoué au parti de l'Élysée, écrivit des articles de polémique dans la presse napoléonienne et fut chargé de corriger le *Recueil des adhésions* (1853-1854, 6 vol., in-4°) adressés au président à l'occasion du coup d'État.

M. Rapetti a rempli des fonctions très importantes sous le second Empire, soit avant la guerre d'Italie, soit après; il fut envoyé en mission en Savoie et à Nice. M. Rapetti a collaboré à la Correspondance de Napoléon III pendant près de dix-sept ans; il a montré en cette circonstance une grande valeur intellectuelle et une facilité de travail extraordinaire.

Jusqu'à son dernier jour, le comte Rapetti est resté fidèle au parti bonapartiste qui perd en lui un ami et un serviteur dévoué.

Après 1870, M. Rapetti a vécu modestement, loin de la politique, sans même demander la liquidation de la pension de retraite à laquelle il pouvait avoir droit.

M. Rapetti a publié une *Réputation des Mémoires du duc de Raguse*, la *Défection de Marmont en 1814*, *Quelques mots sur les origines des Bonapartes*, etc.

La Patrie publie en M. Rapetti un ami personnel et dévoué. Il nous avait donné plusieurs études qui ont été très remarquées, entre autres une série d'articles sur l'*Anti-sémitisme en France*.

M. Rapetti était officier de la Légion d'honneur.

Les obsèques de notre confrère M. Adolphe Rocher, syndic de la presse judiciaire, ont eu lieu ce matin à l'église Notre-Dame de Lorette.

De nombreuses et fort belles couronnes, envoyées par le syndicat de la presse judiciaire, les journaux *Gil-Blas* et la *Paix*, ornaient le catafalque dressé au pied du maître-autel.

Le deuil était conduit par les deux beaux frères du défunt.

Dans l'assistance, outre un très grand nombre de membres de la presse nous avons remarqué MM. Allou, Demange, Léon Comby, Laguerre, avocats; B. uchez, procureur de la République; Maze, ancien conseiller à la cour de cassation, etc., etc.

Après la messe dite et l'absoute donnée par M. le curé de la paroisse, l'inhumation a eu lieu au cimetière Montparnasse.

Devant la tombe deux discours ont été prononcés par MM. Ducloux et Maze.

Ce matin, M. Cambon a eu une première entrevue avec le ministre des affaires étrangères.

EXTÉRIEUR

Constantinople, 28 juillet.

L'inauguration solennelle des travaux pour le raccourcissement des chemins de fer a eu lieu hier à Belova.

Le sultan a reçu Gavril pacha et lui a remis le grand-cordon de l'Osmanlié.

Le Caire, 28 juillet.

L'assemblée des Notables a voté l'emprunt sans incident.

La mort du mahdi est considérée maintenant comme certaine.

sation de l'Assemblée (autorisation qui n'est pas l'assentiment au point de vue légal). On croit que l'Assemblée demandera la révision des décisions de la commission des indemnités.

Londres, 28 juillet.

Chambre des communes. — Sir M. Hicks-Beach, répondant à M. MacLaren, dit que sir Drummond-Wolff est accrédité auprès du Sultan pour une mission spéciale se rapportant aux affaires d'Égypte. Pour l'exécution de la même mission, sir Drummond-Wolff ira ensuite en Égypte.

Londres, 28 juillet.

Chambre des Lords. — Le marquis de Salisbury, répondant à lord Granville, dit que l'emprunt égyptien est émis avec l'assentiment de toutes les puissances. Il espère que l'action du gouvernement égyptien en sera facilitée.

INFORMATIONS

Le général Boulanger, commandant le corps d'occupation à Tunis, est attendu à Paris demain jeudi.

Sa présence, remarquons-le, coïncidera avec celle de M. Paul Cambon, notre résident.

Le général Boulanger a tenu à être entendu contradictoirement avec M. Paul Cambon, au sujet « d'incidents divers » dont la Régence a été récemment le théâtre. Sachant par expérience que les absents ont toujours tort, il n'a pas voulu laisser le champ libre au représentant diplomatique de la France.

L'attitude très décidée du général Boulanger démontre que la nouvelle de sa réconciliation avec M. Cambon, annoncée à grands renforts de trompette par les officieux de la résidence, n'était faite que pour donner le change à la galerie.

Pour nous, nous persistons à croire que si M. Cambon retourne à Tunis, le général Boulanger réclamera un nouveau poste; mais, nous l'apprenons de bonne source, le général fera tout pour ne pas céder.

Nous saurons bientôt si l'emportement du soldat loyal ou du diplomate peut-être un peu trop malin.

La division de réserve du Pas-de-Calais est aujourd'hui licenciée; mais comme on a besoin de renforts pour le Tong-King, que fait-on ?

On gratifie par-ci par-là une trentaine d'hommes dans certains régiments, et sournoisement on enverra de temps en temps quelques centaines d'hommes au général de Courcy.

C'est toujours le système des petits paquets : il a si bien réussi que nos gouvernants, quelle que soit leur préoccupation de ne pas effrayer l'opinion publique, feraient bien d'y renoncer.

DE L'EAU !

De l'eau ! C'est le cri du Parisien empesté par les exhalaisons méphitiques qui s'échappent des ruisseaux, des égouts et des mille fangeux dont certains quartiers sont affligés.

Nous avons déjà hier, à la fin du compte rendu de la séance du conseil municipal, fait entendre notre protestation. Nous la renouvelons aujourd'hui, et nous ne nous lasserons pas de la répéter.

Voici des anecdotes que Paris réclame de l'eau et une série de mesures que nécessite la santé publique; mais Paris réclame en vain.

Le conseil préfère gaspiller l'argent des contribuables en dépenses inutiles, mais qui donnent satisfaction à des rancunes ou à des appétits. Il fait de la politique au lieu de veiller à la salubrité publique.

Il faut que cette façon d'entendre les intérêts d'une grande cité prenne fin, et voilà pourquoi nous ne cesserons de crier : « Des mesures de salubrité de l'eau, citoyens édiles, de l'eau ! et encore de l'eau ! »

Un douloureux aveu

On se souvient que M. Pécond, l'un des six agents de change de Nice, républicain ardent, avait été précédemment condamné par la cour d'assises des Alpes-Maritimes à quatre ans de prison. Ayant fait appel de ce jugement, il fut renvoyé devant les assises du Var. M. Pécond était assisté, cette fois, de Me Trobats, du barreau de Draguignan, et de Me Ernest Lairolles, du barreau de Nice.

Malgré un réquisitoire très habile et très serré de M. Flach, procureur de la République, Pécond a vu sa peine réduite à dix-huit mois de prison. Il va maintenant passer en police correctionnelle pour détournement d'une somme, à lui confiée, par le conseil de fabrique d'une église de Nice, dont il était le trésorier.

Au nombre des témoins appelés à déposer dans le procès Pécond se trouvait M. Pierre Chauvin, président du tribunal de commerce de Nice.

A cette question posée par le procureur de la République : « Pourquoi, monsieur Chauvin, n'avez-vous pas déclaré plus tôt l'accusé en état de faillite ? »

L'honorable président répondit :

Nous ne déclarons la faillite que lorsque

tout est compromis. La liquidation judiciaire nous semble d'autant plus préférable que les assignations en déclaration de faillite sont tellement nombreuses qu'il est impossible de les accueillir toutes; autrement, ce serait causer la ruine du commerce de la ville.

Voilà donc où la République a mis cette belle ville de Nice si florissante sous l'Empire ! La faillite y est à l'ordre du jour. Le mal est si grand, si profond, si général, que le dévotier serait causer la ruine du commerce !

L'EFFONDREMENT DE M. JULES FERRY

Parlera-t-il ? Voilà de longues semaines que le public curieux ou gouailleur posait cette interrogation, et les jours s'écoulaient, les incidents se succédaient, la législature s'épuisait sans que l'homme du Tong-King, cadavre récalcitrant, essayât de soulever la pierre du tombeau et de montrer sa face fatale au monde épouvanté.

Tout poussait à croire qu'il ne parlerait pas. Il avait fait défaut le jour de la mise en accusation; mais il reparaitrait le lendemain dans les couloirs, tête basse, l'œil oblique et l'allure fuyante, en criminel qui sent toujours les gendarmes sur ses talons. Plus tard, lors de la discussion du traité de paix avec la Chine, il était à son banc, pendant que M. Clémenceau le fouaillait comme un nègre marron et marquait au fer rouge cette succession de responsabilités qui sont autant de crimes contre la patrie; il ne protestait pas, et c'est en vain que ses anciens complices, indignés ou consternés, le poussaient à la tribune par les épaules : il s'enfuyait dans les couloirs. Dans le dernier débat qui vient de s'ouvrir sur Madagascar, et qui était la dernière occasion offerte à sa défense, on a cru jusqu'au dernier moment qu'il resterait confus.

Le président allait prononcer la clôture; mais, à ce moment, tous les chefs de la bande opportuniste, groupés derrière lui, lui déchiraient le dos d'objurgations lancinantes comme des coups de poignard. Il bondit sous les coups de pointe, et ce fut un cri de triomphe lorsqu'il annonça enfin qu'il parlerait.

Les malheureux ! Ils doivent trouver aujourd'hui que le silence valait mieux pour eux et pour lui. S'ils comprenaient ce discours serait une revanche et le signal de leur réhabilitation, leur déception doit être écrasante. Il n'est guère, dans les fastes parlementaires, d'effondrement comparable à celui dont M. Jules Ferry nous a donné hier le lamentable spectacle. Son attitude a été une première déception. Comme on le savait n'être d'une forte dose d'impudence, à défaut de cette hauteur morale qui sied aux grandes ruines, on supposait qu'il prendrait les choses de haut et qu'il se défendrait en bravant. Il a fallu constater qu'il n'a pas ce ressort des âmes fortes, ou même des caractères étroits mais solides, qui se tendent sous les coups et opposent aux huées un inflexible airain. Ce ministre incapable n'est, au fond, qu'un pauvre homme. L'assurance orgueilleuse qu'il montrait autrefois n'était pas du caractère : c'était de l'infatuation, c'est-à-dire le vent de la fortune gonflant cette outre ministérielle. Elle s'est totalement dégonflée dans la séance d'hier, et de ce qui fut un premier ministre, un chef de gouvernement puissant et adulé, il ne reste plus aujourd'hui qu'une dépoignée flasque, désarticulée, sans forme et sans nom.

On nous pardonnera donc pas de discuter l'argumentation de M. Jules Ferry. C'est insaisissable et ne supporte pas l'examen. Il avait annoncé qu'il embrasserait la question d'un regard plus vaste, et l'on pouvait croire que l'expédition du Tong-King trouverait place dans ce large horizon. Il n'en a pas soufflé mot. Par une de ces finasseries qui lui sont familières, il s'est contenté de la défense de Madagascar avait rencontré de nombreuses adhésions sur tous les bancs de la Chambre, et il s'est appliqué à réduire sa politique coloniale, telle qu'il l'a conçue et pratiquée, aux revendications que la France fait en ce moment valoir contre les Hovas.

« Vous voyez bien, disait-il, que la politique coloniale a sa raison d'être, puisque vous avez voté presque unanimement des crédits pour défendre Madagascar ! » La Chambre a simplement haussé les épaules; quand on est si volontairement inepte, il n'est pas besoin d'autre démonstration. Puis il s'est prévalu des paroles prononcées la veille par M. de Freycinet pour établir une solidarité publique entre le ministère actuel et lui : cette manœuvre, plus impudente qu'adroite, a été relevée par des murmures cruels, et le malheureux, las de battre ainsi les buissons, s'est lancé dans une conférence sur la politique coloniale.

Ce cours de colonisation, fait de lieux-communs moisis, d'aphorismes défilés et de sottises énormes, est certainement la plus indigeste mixture qu'on ait jamais osé servir à un Parlement. « Il faut, a-t-il dit, faire des conquêtes coloniales, parce qu'il est nécessaire d'ouvrir des débouchés nouveaux à notre industrie, et des placements avantageux à nos capitaux. » Et il a cité, comme exemple, l'Allemagne et les États-Unis, dont le commerce d'exportation va croissant dans des proportions énormes, et qui précisément n'ont point de colonies. Il a l'esprit trop

court pour comprendre que s'il faut, en effet, que nos produits et nos capitaux s'exportent pour nous enrichir, c'est à l'initiative privée des industriels et des capitalistes que l'on doit s'en rapporter pour trouver ces placements rémunérateurs. Le monde est ouvert à l'activité de tous : le rôle de l'État consiste à protéger, partout où elle s'exerce, l'industrie de nos nationaux; mais non pas à conquérir, à policer, à administrer et à civiliser des contrées sauvages sous toutes les latitudes, et à attendre des colons qui ne viennent jamais.

Il est plus stupide encore de prétendre que nous avons, en notre qualité de race supérieure, l'obligation d'évangéliser les races inférieures et de leur imposer notre civilisation. C'est une œuvre louable en son principe, assurément, une mission humanitaire, comme dit M. Jules Ferry, et nous reconnaissons que les nègres de Madagascar ou du Congo gagneraient en grâce s'ils commençaient seulement à lui ressembler. Mais cet apostolat n'est point du tout une œuvre d'État. L'État est essentiellement égoïste : il a l'obligation étroite de n'employer le sang et l'or dont il dispose qu'à des opérations qui intéressent la communauté et qui lui profitent.

Libre à M. Jules Ferry de jouer personnellement le Don Quichotte, ou, ce qui vaudrait mieux, de se faire missionnaire. Comme il est maître de sa personne, il répandra comme il voudra, à travers le monde, l'humanitarisme dont il est possédé. Mais, comme chef de gouvernement, nous sommes obligés de mettre la bride à cette philanthropie vagabonde, qui, sous prétexte de civiliser le monde sauvage, ne laisserait bientôt à la famille française ni un soldat ni un écu.

Le dernier argument de M. Jules Ferry a une autre portée, et l'opinion publique, que sollicite l'opportunisme en vue des élections prochaines, fera sagement de ne pas l'oublier. Il a soutenu cette thèse compromettante, que la grandeur du peuple est inséparable de la conquête, et que la France est obligée de poursuivre la série des conquêtes coloniales qu'il a lui-même inaugurées, si elle veut rester grande parmi les nations. Cette déclaration hasardeuse a produit une sensation bien naturelle, et il nous a paru que les fidèles de M. Ferry l'accueillaient avec plus d'inquiétude que de ferveur. Elle ne devait cependant pas les surprendre. Elle est l'explication de cette politique infatigable et conquérante qu'il a conduite en Tunisie, au Congo et au Tong-King. M. Jules Ferry est un esprit faible, hanté par des ambitions grandioses, et sa politique est surtout faite d'hallucinations. Il ne nous déplaît pas qu'il en ait fait l'aveu. Nous souhaitons seulement qu'on s'en souvienne, — et qu'on l'enferme !

M. Clémenceau répondra demain à cette divagation, et nul doute que ce tourmentier attiré de l'opportunisme ne réduise le cadavre en bouillie. Nous sommes presque tentés de le regretter. C'était assez de la réponse de M. Vernhes !

LE MONUMENT DE L'AMIRAL COURBET

Dans quelques jours, nous publierons notre cinquième liste de souscription pour le monument de l'amiral Courbet.

Nous engageons de nouveau nos amis à nous envoyer le plus tôt possible leurs offrandes.

Nous rappelons à nos lecteurs que nous tenons à leur disposition, au prix de CINQ CENTIMES l'exemplaire, les lettres de l'amiral Courbet, réunies en brochure par un de nos confrères de la presse départementale.

ÉCHOS

Hier à l'école des beaux-arts, le jury s'est réuni pour le jugement du grand prix de sculpture dont le sujet était : « Un jeune soldat spartiate, mort en combattant, est rapporté à sa mère par ses compagnons d'armes. »

Voici les résultats du concours : Le premier grand prix a été décerné à M. Gardet, élève de MM. Cavelier et A. Millet. L'ouvrage de M. Gardet, un bas-relief classé sous le n° 1, avait été très remarqué depuis l'ouverture de l'exposition.

M. Hanneaux, élève de MM. Dumont et Bonissieux, a obtenu le premier second grand prix, et M. Boutry, élève de M. Cavelier, le deuxième second grand prix. M. Gardet était un des plus jeunes parmi les dix concurrents de sculpture. Il a 24 ans; MM. Hanneaux et Boutry ont l'un 20 ans et l'autre 28 ans.

M. Milne-Edwards, doyen honoraire de l'Académie des sciences, membre de l'Académie de médecine, grand-officier de la Légion d'honneur, est mort ce matin, à quatre heures et demi, dans le pavillon qu'il occupait au Muséum d'histoire naturelle.

M. Milne-Edwards était né à Bruges le 23 décembre 1800. Réçu docteur en médecine en 1823, il se tourna vers les sciences, professa d'abord l'histoire naturelle au lycée Henri IV, puis fut chargé du même cours au Muséum, et à la Faculté des sciences dont il devint le

oyen. Le 28 mai 1882, il était appelé à remplacer Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, comme professeur de zoologie au Muséum, et en 1884, directeur suppléant de cet établissement.

M. Milne-Edwards faisait partie de l'Académie des sciences depuis 1839, où il avait succédé à Cuvier. En 1854, il avait été élu associé libre de l'Académie de médecine et avait, de cette époque, fait partie à plusieurs reprises du conseil impérial de l'Instruction publique.

Parmi les nombreux ouvrages laissés par M. Milne-Edwards, nous citerons : *Recherches anatomiques sur les crustacés* (1828), ouvrage couronné par l'Académie des sciences;

Manuel de matière médicale (1832); *Cahiers d'histoire naturelle*, en collaboration avec M. Achille Comte (1834); *Cours élémentaires de zoologie* (1834-1835), etc., etc.

Les obsèques de M. Milne-Edwards auront lieu vendredi prochain, à midi, à l'Oratoire Saint-Honoré. L'inhumation sera faite au cimetière Montparnasse.

S'il est permis à un de ses anciens élèves d'ajouter ici l'expression de ses sentiments personnels, ce sera pour rappeler la bonté, l'aménité de cet excellent homme, qui a été, pendant tant d'années, un des professeurs les plus distingués et les plus aimés à la Faculté des sciences. Nous y suivions alors, en même temps que les cours du regrettable Gratiolet, les leçons si vivantes, si pittoresques de M. Milne-Edwards; malgré son accent anglais, dont il n'avait jamais pu se débarrasser entièrement, malgré certaines difficultés de parole et d'expression, il savait s'élever parfois jusqu'à une véritable éléquence, lorsqu'il racontait les merveilleuses évolutions des êtres organisés dans leurs formes si variées. Quand il a suspendu son enseignement à la Faculté des sciences, il a laissé, dans le cadre de ces hautes études, une lacune que ne semblent pas devoir combler de sitôt les plus brillants représentants des sciences naturelles à la Sorbonne.

Une triste nouvelle, qui va mettre en deuil les grandes familles Israélites, nous arrive de Londres.

Sir Moses Montefiore, dont on a fêté l'anniversaire dernière le centenaire avec tant d'éclat, vient de mourir à Ramsgate.

Né en Italie, et élevé en Angleterre, qu'il a toujours habité depuis, il avait épousé en 1812 Mlle Cohen, la belle-sœur de Nathan Meyer Rothschild, le fondateur de la maison de Londres.

La vie de sir Moses Montefiore s'est passée tout entière à défendre et à secourir les opprimés. Le grand-rabbin de France, l'année dernière, dans une prière éloquent, célébrait les efforts de cet homme de bien, ses périlleux voyages, toute cette longue existence mise au service du droit et des grandes idées de tolérance. M. Isidor rappelait que sir Moses Montefiore avait osé parler aux rois et n'avait pas tremblé devant eux. On connaît, en effet, la courageuse intervention de sir Montefiore, en faveur des Israélites d'Orient.

Sir Moses Montefiore, qui laisse une fortune considérable, avait une réputation universelle pour sa philanthropie.

Il n'est pas une œuvre charitable qu'il n'ait aidée de ses deniers, et ses corollaires ne seront pas les seuls à pleurer et à regretter cet homme de bien.

LA RÉUNION DE TOURCOING

Nous avons annoncé que notre collaborateur M. Robert Mitchell devait parler à Tourcoing, dans une réunion publique.

Cette réunion a eu lieu lundi; elle a été, pour notre collaborateur, l'occasion d'un véritable triomphe.

L'assistance, fort nombreuse, n'a cessé d'accueillir par des *bravos* enthousiastes le discours de l'orateur, interrompu à diverses reprises par les cris unanimes de *vive Robert Mitchell*.

M. Robert Mitchell a fait l'histoire de la République depuis ses origines jusqu'à ce jour; et, répondant à un journal royaliste, qui lui demandait s'il « n'était pas dégoûté du dogme de la souveraineté nationale », il a démontré, aux applaudissements de tous, que le suffrage universel avait toujours pris des décisions sages et logiques, alors même qu'il semblait s'égarer en nous condamnant.

Parlant des expéditions asiatiques, et des tristes événements qui en ont été la conséquence, M. Robert Mitchell a conté l'anecdote suivante :

« Lorsqu'on apprit à Paris la destruction des établissements chrétiens et le massacre des missionnaires dans les provinces tonkinoises occupées à ce moment par les troupes chinoises, l'émotion fut grande, même dans le monde républicain.

« Le marquis Tseng s'en montra surpris :

« — De quoi vous plaignez-vous, disait-il à ceux qui l'interrogeaient, surtout pour ceux qui vous plaignez-vous ? En massacrant les religieux catholiques, nous avons pensé être agréables à votre gouvernement. Nous avons voulu lui donner un gage de notre sympathie.

« Vous nous avez fait connaître que les religieux étaient de tristes gens, dangereux pour l'État, conspirant contre les pouvoirs publics, coupables, en un mot, de tous les crimes. Ces gens-là, chez vous, on les expulse, on les exile, on les retranche de la vie civile, on les dépouille du peu qu'ils possèdent.

« Chez nous on les tue.

« La pensée qui a dicté les massacres des missionnaires nous vient de vous. Vous nous l'avez inspirée et nous nous la sommes appropriée, pensant, avec raison, que l'imitation est encore la meilleure flatterie. »

Nous ne reproduisons pas le discours de M. Robert Mitchell; cette improvisa-

tion éloquent, enflammée, n'a pas été sténographiée et perdrait à être résumée. Nous nous contenterons de constater l'immense effet qu'elle a produit sur les assistants.

Après la réunion, quelques jeunes gens de la ville se sont rendus à la maison où M. Robert Mitchell était descendu et ont entonné un *Vivat* en l'honneur de notre collaborateur.

Que les candidats conservateurs du Nord fassent parler ce que M. Robert Mitchell a fait à Tourcoing, Roubaix, Watrelot, et le succès n'est pas douteux. En tout cas, l'accentuation du mouvement impérialiste dans le Nord, le réveil du parti qui s'est produit à la suite des réunions du collaborateur de la *Patrie* ont fait comprendre aux conservateurs appartenant à d'autres opinions qu'il fallait compter avec nos amis.

Cette conviction contribuera, nous en sommes certains, à la conclusion définitive de l'accord et nécessaire au triomphe de la bonne cause.

La séance du Sénat

Séance du 28 juillet
PRÉSIDENCE DE M. LE ROYER

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi concernant les contributions directes et les taxes assimilées de l'exercice 1885.

L'article 1^{er} est adopté.

M. Hérald, sous-secrétaire d'Etat aux finances, a proposé, à l'article 2, qu'il soit répondu aux assertions de certains journaux soutenant que les modifications apportées dans l'Etat auraient pour effet d'augmenter dans des proportions considérables l'impôt des récentes. Il s'agit purement et simplement de la révision qui, conformément à la loi de 1880 est faite tous les cinq ans des tableaux contenant l'évaluation des contributions directes, des taxes assimilées et des professions soumises à l'impôt.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 19 se sont également, ainsi que l'ensemble du projet.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1886.

M. Chesnelong. Nous avons signalé, depuis plusieurs années, les périls de la situation financière. Nous avons malheureusement en trop raison. Nous aimons assez notre pays pour souhaiter nous être trompés. Il n'en a pas été ainsi. Aujourd'hui, nous venons dire encore la vérité sur notre budget.

L'Assemblée nationale de 1871 a fait face aux exigences créées par la guerre et les Chambres qui lui ont succédé ont eu à contraindre le déficit. Les trois causes de la désorganisation du budget et de l'équilibre, sont le développement exagéré des travaux publics, l'application du système scolaire et les expéditions militaires nécessitées par la politique coloniale.

Passant à l'examen du budget de 1886, l'orateur conteste les évaluations de recettes faites par le projet de loi et signale les majorations, les recettes fictives, les réductions de dépenses, les crédits supplémentaires, les crédits ouverts en vertu de la loi de 1880, les crédits ouverts en vertu de la loi de 1880, les crédits ouverts en vertu de la loi de 1880.

Il y aura des dépenses nécessaires dont on n'a pas tenu compte. Ainsi, il faudra des crédits pour l'application de la loi de 1880, les crédits ouverts en vertu de la loi de 1880, les crédits ouverts en vertu de la loi de 1880.

Si l'on considère le budget ordinaire et le budget extraordinaire, les dépenses de l'exercice 1886, les dépenses de l'exercice 1886, les dépenses de l'exercice 1886.

La première, c'est qu'on est arrivé depuis 1870 à des déficits considérables, tandis que l'Assemblée nationale avait prévu un budget d'une situation difficile créée par la guerre.

La seconde conclusion, c'est qu'on a le tort de faire à la fois des dégrèvements et des accroissements de dépenses.

La troisième conclusion, c'est qu'on a augmenté la dette.

Et pourtant, il n'y a eu, depuis dix ans, ni révolution, ni guerre. C'est la politique républicaine qui a passé sur le pays et qui a produit ces résultats. Il faudra d'ici un an faire un emprunt d'un milliard et créer deux cents millions d'impôts nouveaux. Voilà ce que vous ne voulez pas dire au pays, mais voilà ce qu'il faut que le pays sache.

L'orateur examine la politique coloniale et critique la façon dont les expéditions lointaines ont été conduites.

Il discute et qualifie la politique générale. On a opprimé, dit-il, la liberté de conscience. Il cite notamment comme exemple de cette oppression la désaffectation du Panthéon.

La politique de recouvrement avait conduit à la France le respect et les sympathies. Vous êtes isolés, et vous ne rencontrez que des ombres. Avant vous, tous les cours s'unissaient à l'espérance. Après vous, ils sont tous découragés. Sous le gouvernement actuel, on n'a pas de sécurité, on n'a pas de prospérité, on n'a pas de paix.

La politique de recouvrement avait conduit à la France le respect et les sympathies. Vous êtes isolés, et vous ne rencontrez que des ombres. Avant vous, tous les cours s'unissaient à l'espérance. Après vous, ils sont tous découragés. Sous le gouvernement actuel, on n'a pas de sécurité, on n'a pas de prospérité, on n'a pas de paix.

La politique de recouvrement avait conduit à la France le respect et les sympathies. Vous êtes isolés, et vous ne rencontrez que des ombres. Avant vous, tous les cours s'unissaient à l'espérance. Après vous, ils sont tous découragés. Sous le gouvernement actuel, on n'a pas de sécurité, on n'a pas de prospérité, on n'a pas de paix.

La politique de recouvrement avait conduit à la France le respect et les sympathies. Vous êtes isolés, et vous ne rencontrez que des ombres. Avant vous, tous les cours s'unissaient à l'espérance. Après vous, ils sont tous découragés. Sous le gouvernement actuel, on n'a pas de sécurité, on n'a pas de prospérité, on n'a pas de paix.

si la question de Madagascar pour faire sa rentrée.

L'orateur ne pouvait espérer qu'il rencontrerait un auditoire parfaitement calme et religieusement attentif. S'il est encore considéré par les débris de la vieille armée du centre comme le plus grand homme des temps modernes, il inspire à droite et à gauche des sentiments tout contraires et une répulsion insurmontable. Aussi a-t-il été fréquemment interrompu, en même temps qu'il était vivement applaudi par ceux qu'il avait entraînés à sa remorque dans les aventures coloniales, et qui lui savaient gré de son audace à les justifier. Malgré cette agitation des esprits, il a pu mener jusqu'au bout son apologie, qui a fait justement dire que, s'il était encore au pouvoir, on ne devrait pas hésiter à l'en faire descendre.

C'est, en effet, une politique d'expansion incessante et belliqueuse, une politique d'aventure et de casse-cou que l'ancien président du conseil a prêchée dans sa longue et diffuse harangue. L'expérience ne lui a rien appris et il est resté l'homme néfaste que l'amiral Courbet a si sévèrement et si bien jugé. Le repentir n'est pas entré dans son cœur, et il exagère même aujourd'hui sa doctrine des expéditions à tout prix. Il osait ainsi faire allusion au pays, au corps électoral que son discours vise directement. Nous croyons qu'il se trompe et que son audace n'en imposera à personne. Ses adversaires n'ont pas à regretter ce manifeste guerrier de la dernière heure et il leur suffira de le montrer aux électeurs en leur disant : Voilà où l'on voulait vous conduire !

L'orateur, tout en protestant que sa politique n'avait pas été conduite par le hasard, a dû toutefois reconnaître que l'impérialisme n'avait joué un grand rôle, ajoutant qu'il ne pouvait en être autrement dans des affaires de ce genre. Rien n'est plus vrai, mais c'est précisément pour cette raison qu'il fallait s'en abstenir à un moment où la France ne doit pas s'exposer à ces surprises, à cet imprévu des expéditions lointaines. Cette politique, a-t-il ajouté, n'est pas non plus la politique des occasions : c'est une politique de choix. La France a des droits à exercer sur divers points du globe et elle choisit ceux qu'il lui plaît de revendiquer. C'est ainsi qu'elle a, par l'entremise de M. J. Ferry, revendiqué ses droits sur l'Inde, sur le Tong-King et sur Madagascar.

Le grand malheur de cette entreprise, a-t-il dit, c'est que le moment où nous l'avons engagée coïncidait avec une entreprise plus onéreuse, qui occupait toutes nos forces disponibles. (Mouvements divers.)

Il n'y a pas en ce monde d'autre politique que celle qui est fondée sur le bon sens. Voilà notre politique, et j'ajoute qu'elle rentre, à s'y méprendre, à celle du gouvernement que nous a succédé (Bruit.)

C'est un grand bonheur de voir que la politique traditionnelle de la France ne change pas avec les dépositaires du pouvoir, le cabinet actuel n'a pas hésité à le déclarer. (Mouvements divers.)

M. Paul Bert. Il a fait ses réserves sur la façon dont les affaires avaient été engagées.

M. Raoul Duval. Voilà ce qu'il s'appelle embrasser pour étouffer. (On rit.)

M. Clémenceau. C'est la première fois qu'on voit un ministre battu essayer de se solidariser avec un ministère au pouvoir ; cela ne s'est jamais fait dans un Parlement. (Très bien ! très bien ! à gauche. — Mouvements divers.)

M. Jules Ferry. Cette solidarité entre ceux qui se succèdent au pouvoir a été revendiquée avec éclat par M. le ministre des affaires étrangères. (Applaudissements. — Bruit au centre.)

M. Raoul Duval. Avec la sincérité en plus. (Très bien ! très bien ! à droite.)

M. Jules Ferry. Vous expliquerez cette parole tout à l'heure.

M. Raoul Duval. Votons. Puisqu'il faut s'expliquer sur la sincérité, nous nous expliquerons sur celle de votre déclaration du 31 mars. (Très bien ! très bien ! à droite. — Bruit au centre.)

M. Jules Ferry. Soit ! Quand vous voudrez.

M. le président. — Voilà des paroles discourtoises.

M. Jules Ferry. Qui a prononcé des paroles discourtoises, si ce n'est M. Raoul Duval ? (Bruit.)

M. Raoul Duval. J'ai été amené à répondre. (Bruit.)

M. le président. Monsieur Raoul Duval, je vous rappelle à l'ordre.

Le fait est que le Vatican ne paraît pas avoir eu à se repentir de la résolution qu'il a prise à l'égard des élections municipales. Les succès des catholiques, au sein des grandes villes surtout, a dépassé même les espérances les plus optimistes.

Descendront-ils bientôt dans l'arène politique proprement dite ? La question n'est pas résolue, mais vient d'être posée par le Pape lui-même. Les catholiques qui n'ont, de fait, aucune part dans la représentation nationale, occuperaient un jour, à la Chambre, un rang qui leur assurerait, comme parti, une influence peut-être déterminante sur les destinées de l'Italie.

C'est par ce moyen que la question romaine, toujours en suspens, recevra la solution qu'exigent les droits du siège apostolique et les aspirations légitimes du peuple italien. Qui sait ?

Nous croyons à l'efficacité de cette méthode plus volontiers qu'aux moyens proposés par le *Journal de Rome*, aujourd'hui supprimé. Depuis longtemps, cette feuille faisait au gouvernement italien une guerre de plume, violente et passionnée, qui ne pouvait que compromettre les résultats poursuivis, à supposer que, dans cet ordre d'idées et par de tels moyens, il fût possible d'atteindre un résultat. C'est la politique de ce journal sur la question du pouvoir temporel et des rapports du Vatican avec l'Italie, qui a décidé de sa chute définitive.

Il est curieux d'observer que, précisément, dans le même temps, le Pape s'est montré préoccupé de voir les catholiques prendre part aux élections législatives.

Il est impossible, ce nous semble, de montrer plus clairement que le Vatican repudie la politique aventureuse et extra-légale préconisée par les intransigeants, et lui préfère une action ferme, mais prudente et légale.

La politique des catastrophes n'a jamais fait triompher les bonnes causes. Le temps des croisades est passé. A Rome, où l'on n'est pas dénué de sens pratique, où l'on n'a pas oublié l'art de peser les conséquences, on le sait, et on sait attendre que les événements, aidés par l'action régulière, légale des catholiques, résolvent la question romaine. Impossible d'être plus sage.

Le *Journal des Débats* consacre au discours d'hier un long article, dont voici la note essentielle :

Sans doute on ne peut pas tout prévoir dans des entreprises de cette nature. M. Jules Ferry avait beau jeu à le dire ; mais entre tout prévoir et ne rien prévoir, la différence est grande. Or, il y a une chose qu'on n'avait pas prévue au Tong-King : c'est la Chine ; et il est clair que, lorsqu'on se risque dans une affaire en négligeant un élément aussi considérable, il faut s'attendre à des déboires. L'ancien ministre ignore la Chine systématiquement, avec entêtement, avec fanatisme ; il s'est refusé à entendre les avertissements et les conseils qu'on lui donnait à ce sujet ; il a fermé avec obstination ses yeux et ses oreilles.

Dans le *Figaro*, M. Francis Magnard, commence ainsi :

M. Ferry a reparu. M. Ferry a parlé. M. Ferry n'a rien dit qui ne fût prévu.

Depuis que nous nous adonnons à la politique, nous avons cette habitude de quelques peu épuisée, cependant, comme M. Ferry a l'air de croire qu'il a raison, comme il voudrait même, à l'aide du paradoxe colonial, flatter le patriotisme français, il importe de ne pas laisser s'égarer l'opinion et de revenir sur des théories déjà connues.

Les expéditions lointaines sont le fait des nations prospères, tranquilles qui ont une surabondance d'hommes et d'activités à dépenser hors de chez elle. Tel n'est pas le cas de la France.

Et plus loin :

Que ce soit M. Ferry allant au Tong-King ou M. de Freycinet s'obstinant à Madagascar, nous estimons qu'ils ont tort tous les deux ; la sagesse consisterait à améliorer le domaine colonial que nous avons à nos portes et non à l'agrandir, sans avoir personne à y envoyer.

Quant à supposer que l'Annam absorbera notre trop plein d'armoiries à gages et de pianos, c'est une douce fable de chercher dans cette hypothèse un remède à la crise commerciale. Le mal n'est pas là.

Egalement, dans le *Figaro*, nous lisons au compte rendu de la séance, sous la signature de « Pas-Perdus » :

Il s'agit d'un double saut, il s'agit de donner un faux air de légion ; mais, répandant bientôt dans les couloirs, ils ne dissimulent pas tous le désappointement relatif qu'ils viennent d'éprouver.

L'impression presque générale est que M. Ferry a manqué son effet, ou dit même, en style moins officiel, qu'il a manqué son coup. Ce qui nous gêne, attend-il de son côté, c'est un court manifeste, une sorte de programme que l'on peut présenter aux électeurs. Comment découper dans cette vaste harangue un résumé quelconque, ou même une formule saisissante que se puisse, du premier coup, comprendre et retenir ?

Le *Soleil* nous fournit cet intéressant renseignement :

En réalité, les centres sont déçus ; ils attendaient plus et mieux. Ils ne s'attendaient pas, surtout, à cette personnalité d'un discours fort embrouillé ; ils ont demandé à M. Ferry de l'atténuer à l'officiel. Cet avis a été entendu par des oreilles peu sympathiques, et plusieurs députés ont déclaré au président de la Chambre qu'ils protesteraient à la tribune dans le cas où M. Ferry répéterait le sens de ses déclarations.

M. Floquet leur a promis d'y tenir la main.

le gouvernement de son pays ; il a pensé, néanmoins, que le déplacement de M. Thibouville, que l'on nommerait à un poste similaire, serait un acte utile pour la clôture définitive de l'incident et l'apaisement des esprits.

Voilà, soyons logique :

On le conseil a été coupable, et alors il doit être puni :

Alors, pourquoi le punir ?

Pour être agréable à la canaille, parce que la canaille a parlé, parce que la canaille veut être obéie, parce que le gouvernement de la République, fondé par la canaille, devant l'ennemi vainqueur, ne peut rien refuser à celle-ci.

Tout par elle et pour elle.

M. JULES FERRY & LA PRESSE

Les amis de M. Jules Ferry semblent se repentir aujourd'hui de l'avoir poussé à rentrer en scène et à repaître à la tribune.

Les journaux opportunistes eux-mêmes n'ont pas applaudi à sa triste harangue ; c'est à peine si le *Voltaire* et le *Mot d'Ordre* ont pu trouver, dans leur dégoût, quelques courtes phrases d'éloge pénible.

La *Patrie* n'a rien trouvé du tout, sinon ceci : que la curiosité des personnes qui ont assisté à la séance n'a peut-être pas été pleinement satisfaite.

Le *Soleil*, tenu de dire quelque chose d'aimable à l'ancien président du conseil, s'exprime en ces termes :

On avait dit M. Ferry de repaître à la tribune. Il y a reparu.

La *République française* essaye de tourner la difficulté en donnant une fausse piste :

M. Clémenceau désire répondre à M. Jules Ferry. C'est son droit, et il en usera dans la séance de demain. Nous doutons que ce soit son intérêt, car il aura beau dire et beau faire, parviendra-t-il à présenter un essai de réfutation de l'ancien président du conseil, ce qui déjà n'est guère aisé, il ne parviendra pas à effacer le grand effet du discours de M. le ministre des affaires étrangères. C'est un fait sur ce discours qu'il faut maintenant porter les efforts des adversaires de la politique d'expansion coloniale, et non plus sur les observations de M. Jules Ferry. Celui-ci n'est plus au pouvoir : ce n'est pas lui qui demande douze millions de crédit pour Madagascar ; c'est le nouveau cabinet qui prend à son compte cette affaire et qui l'engage, et il est bien connu que les autres ont été engagés antérieurement.

C'est-à-dire que, pour préserver M. Ferry des réminiscences qui lui ont servi, la *République française* désigne M. de Freycinet aux colères de M. Clémenceau ; c'est ingénieux, mais M. Clémenceau a l'esprit assez délié pour voir clair dans ce jeu.

On voit que les organes de l'opportunité ne savent pas eux-mêmes comment défendre leur chef.

Quant aux journaux du matin, ils n'ont tous que des paroles sévères pour le héros du 16 mars.

Le *Journal des Débats* consacre au discours d'hier un long article, dont voici la note essentielle :

Sans doute on ne peut pas tout prévoir dans des entreprises de cette nature. M. Jules Ferry avait beau jeu à le dire ; mais entre tout prévoir et ne rien prévoir, la différence est grande. Or, il y a une chose qu'on n'avait pas prévue au Tong-King : c'est la Chine ; et il est clair que, lorsqu'on se risque dans une affaire en négligeant un élément aussi considérable, il faut s'attendre à des déboires. L'ancien ministre ignore la Chine systématiquement, avec entêtement, avec fanatisme ; il s'est refusé à entendre les avertissements et les conseils qu'on lui donnait à ce sujet ; il a fermé avec obstination ses yeux et ses oreilles.

Dans le *Figaro*, M. Francis Magnard, commence ainsi :

M. Ferry a reparu. M. Ferry a parlé. M. Ferry n'a rien dit qui ne fût prévu.

Depuis que nous nous adonnons à la politique, nous avons cette habitude de quelques peu épuisée, cependant, comme M. Ferry a l'air de croire qu'il a raison, comme il voudrait même, à l'aide du paradoxe colonial, flatter le patriotisme français, il importe de ne pas laisser s'égarer l'opinion et de revenir sur des théories déjà connues.

Les expéditions lointaines sont le fait des nations prospères, tranquilles qui ont une surabondance d'hommes et d'activités à dépenser hors de chez elle. Tel n'est pas le cas de la France.

Et plus loin :

Que ce soit M. Ferry allant au Tong-King ou M. de Freycinet s'obstinant à Madagascar, nous estimons qu'ils ont tort tous les deux ; la sagesse consisterait à améliorer le domaine colonial que nous avons à nos portes et non à l'agrandir, sans avoir personne à y envoyer.

En résumé, la journée n'a pas été bonne pour l'ancien ministre des affaires étrangères ; il est à prévoir que la séance de jeudi ne sera pas meilleure pour lui. Quant au cabinet, on assure qu'il répondra à la dédaigneuse protection de M. Ferry. M. Clémenceau lui en fournira le moyen dans le discours qu'il prononcera demain.

Dans le *Petit Caporal*, M. F. Dunal-Lévesque écrit ces lignes :

Il a derrière lui les cadavres de l'amiral Courbet, mort de honte et d'amertume, et de l'amiral Courbet, qui succomba, lui aussi, sous le coup de ses déboires patriotiques.

M. Ferry peut encore revendiquer comme lui appartenant les 5,000 morts de Tonkin, les 12,000 morts du Tong-King et les 2,000 cadavres de Madagascar.

Alors, c'est un rude pourvoyeur de tombes : je comprends que les vampires du Parlement aient de joyeux battements d'ailes, quand cet homme leur montre qu'il est encore bien vivant !

Bienvenue que le pays ait entendu ce que disait le mauvais génie de la France !

Passons maintenant aux républicains indépendants et aux radicaux.

Voici d'abord le *Rappel* :

Le gouvernement, dont plusieurs membres, le général Campenon et l'amiral Galber notamment, avaient promis de se contenir, le gouvernement parlera sans doute jeudi et il fera comprendre à M. Jules Ferry que, pour être le liquidateur d'une politique mauvaise, on n'en est pas nécessairement le continuateur.

Le *Radical* :

Après une expédition, une autre expédition : après la Tunisie, le Tong-King, Madagascar ; après Madagascar, le Congo. car M. Ferry entretient déjà avec bonheur une rébellion des nègres africains qui fournira l'occasion d'une belle opération militaire au Congo !

La conquête sans trêve, la conquête violente sur les races inférieures, voilà l'idéal que M. Ferry a formulé hier comme étant celui de la République française, et que deux cents députés ont paru accepter par leurs applaudissements !

Jamais l'aberration coloniale ne s'était si violemment étalée.

Dans la *Bataille*, M. Lissagaray s'en prend surtout à la majorité :

Ce qu'il a dit, peu importe. Naturellement les prudençonniers courantes sur la politique d'expansion ; ce n'est pas son discours que la Chambre applaudissait, c'est lui, Jules Ferry, la représentation vivante de toutes les hontes dont se fait une majorité parlementaire.

C'est cette note aussi que la *Nation* a donnée :

Il sera cette fois évident que la pratique des aventures coloniales est l'œuvre égale de M. Ferry et de la majorité ; il est bon qu'ils soient tous deux forcés de la même chaîne, comme leur politique était indissoluble.

Sous ce titre « la politique du Pot-au-feu », M. L. Lucipia s'exprime ainsi dans la *République radicale* :

La « Grande Victoire » a fait sa rentrée hier au Palais-Bourbon. Trois heures du matin, elle a occupé la tribune, et elle a tenu le lieu, suivant l'expression vraie du docteur Vernhes, des clichés qui traitent dans les discours ministériels depuis quatre ans.

Cartes, la dissolution a été grande parmi les membres de l'ex-majorité ; ils n'ont point retrouvé le Ferry des grands jours de l'Union républicaine.

Le chancelier de Fouchamp n'a jamais été un aigle d'éloquence, mais il serait pueril de ne pas avouer qu'il a un certain talent d'avocat acquis au Palais et dans les assemblées délibérantes, et qu'en général il sait « composer » un discours.

Hier, rien ne se tenait, et on voyait que c'était à regret que l'ancien président du conseil avait cédé aux suggestions perfides du farouche colonel Langlois et de l'échafaud que le général Campenon emploie comme sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre.

La *Justice* ne manque pas de tenir sa place dans ce concert de réminiscences. C'est d'abord M. Camille Pelletan qui intitule son article « La Guerre » :

Les dépôts de charbons en Asie, en Afrique, en Amérique et en Océanie ! Voilà donc le fond de la politique française.

M. Ferry l'a assainie d'un des mots provocateurs dont il a le secret. La République, a-t-il dit, ne peut pas être l'expansion économique de la France. Ce procédé de rhétorique à un nom, c'est le pendant du fameux :

« Va, je ne le hais point. »

M. Ferry a dit avec une périphrase : « La République, c'est la guerre ! »

Plus loin, dans le même journal, sous la signature de M. E. Durranç :

La guerre ! la guerre ! la guerre ! La République, c'est la guerre sans fin ! Voilà le nouveau programme qu'on nous avait fait entendre, qu'on nous avait révélé enfin, je le recommande aux radicaux, aux barbares de la rue de Babylone. M. Jules Ferry, leur chef, n'y est pas allé par quatre chemins.

Voilà ce qu'il annonce, ce qu'il promet : la guerre !

Et quelle guerre ? Est-ce celle dont Gambetta dit : Pensons-y toujours, n'en parlons jamais !

Non ! l'opportuniste a fait du chemin depuis.

M. Durranç termine son article par ces observations qui sont déjà un commencement de réponse aux lignes de la *République française*, que nous citons tout à l'heure :

Une autre manœuvre de M. Jules Ferry consiste à s'être mis effrontément au lieu et place du ministère, actuel. Il s'est servi du discours de M. de Freycinet pour faire l'apologie de sa politique coloniale, et quand il est descendu de la tribune, ayant compris le cabinet actuel, il a recueilli les applaudissements de la majorité, applaudissements auxquels M. Brissot et ses collaborateurs n'ont pas pu s'associer.

C'est une situation parlementaire fort délicate. Il faut que le ministre qui s'est trop effacé, reprenne possession de son pouvoir et de sa responsabilité. Il faut qu'il parle nettement, et qu'il dise, oui ou non, il représente au gouvernement les théories coloniales de M. Jules Ferry. Assurément, il s'est rendu compte de la situation que lui faisait le discours de M. Jules Ferry ; il ne manquera pas au devoir qu'elle lui impose.

Terminons par l'*Intransigeant* :

On peut manquer de sens moral sans être pour cela totalement dépourvu de sens commun ; mais ce n'est pas le cas des fortes têtes de l'opportuniste qui ont décidé Ferry à sortir de son mutisme pour donner, sur ce qu'il appelle sa politique d'expansion coloniale, les explications que nous ne parvenons pas à lui arracher.

L'abjecte majorité tonkinoise, à la veille

de se représenter devant le suffrage universel, réclamait un programme à tous les échos. Et ni Spuller, ni Ranc, ni Tolain ne parvenaient à la satisfaire. Ce programme fait cherché, elle le possède aujourd'hui. Il est tout entier contenu dans cette phrase tombée des lèvres magistrales du noble sire de Fouchamp : « Ce n'est pas par le rayonnement pacifique qu'une nation moderne peut exercer son influence », et que nous résumons ainsi : « L'opportuniste, c'est la guerre ! »

Ainsi parle M. Henri Rochefort. Oui, l'opportuniste, c'est la guerre. M. Camille Pelletan généralise d'avantage, lorsqu'il soutient que la République, qui soit la paix, il traduit le discours de M. Jules Ferry par cette formule : La République, c'est la guerre.

Faits divers

Danger des armes à feu. — Un jeune homme de dix-huit ans, le nommé D..., comptable, avait gagné un revolver dans une des fêtes foraines du 14 juillet. Tout heureux de ce superbe lot, il jouait continuellement avec son arme.

Avant-hier, après-midi, il était dans son bureau, boulevard de Courcelles, et il expliquait à ses amis le mécanisme du revolver, quand un coup partit par mégarde et une balle vint, en traversant l'œil droit, se loger dans la tête du jeune imprudent. La mort a été instantanée.

Enfants égarés. — Hier matin, à six heures un quart, avenue Daumesnil, en face le numéro 53, une voiture passant à fond de train a renversé la jeune Joséphine Lacroix, âgée de neuf ans.

L'enfant, dont la tête et l'épaule portent de nombreuses blessures, a été transportée mourante au domicile de ses parents, passage Raguinot.

Une heure plus tard, le jeune Griffon, âgé de six ans, demeurant rue de l'Arbalète, a été renversé en face le numéro 7, par une voiture appartenant au sieur Druihe, 95, avenue d'Italie. Une roue a passé sur le corps du malheureux enfant.

Funebre imprudence d'un balagnas. — Un journalier, nommé Petitjean, rue de la Chapelle, 40, à Saint-Ouen, commut avant-hier l'imprudence de se baigner, en sortant de manger.

A peine était-il dans l'eau qu'il disparut. Un gardien de la paix, nommé Gouverneur, et M. B... se portèrent immédiatement à son secours : après de grands efforts et de longues recherches ils ne ramènèrent qu'un cadavre.

Le sieur Petitjean était mort étouffé. Le commissaire de police à Saint-Denis fit transporter le corps défunt à son domicile ; les deux enfants du malheureux ont montré un désespoir navrant en voyant ramener leur

a succédé à Elise Bohmer, n'a pu être retrouvée.

Ce témoin très important a disparu dès le début de l'incendie et, malgré les plus actives recherches faites par M. Kuehn, chef de la sûreté, on n'a pu savoir ce qu'il était devenu.

Augustine Ducrocq a fait une déposition des plus graves lors de l'arrestation de son maître, déposé en prison depuis par les témoins, les voisins de Pel. Aussi, son témoignage verbal à la cour d'assises de Meun serait précieux.

Un comptable infidèle. — Le nommé Henri B., âgé de vingt-deux ans, comptable chez M. X..., négociant, rue du Faubourg-Saint-Honoré, se livrait depuis quelque temps à des dépenses au-dessus de ses moyens. De plus, il négligeait son travail au point qu'on dut le renvoyer.

Quelques jours après son départ, son patron envoya différentes factures à ses clients de province et de Paris, et il reçut par retour du courrier la preuve que toutes les factures avaient été touchées.

Une plainte fut déposée par M. X... au commissariat de police de la rue Villod. L'enquête a établi que le comptable infidèle, qui avait commis des escroqueries compliquées de faux se montant à 15,000 fr. environ, avait quitté son gîte de la rue Dupuytren avec sa maîtresse pour aller aux bords de mer.

Des agents sont partis à sa recherche.

Incendie produit par la fermentation des cuirs. — Avant-hier soir, vers huit heures, un commencement d'incendie s'est déclaré dans les magasins de MM. Caen frères, marchands de cuirs, rue Jean-Jacques-Rousseau.

Le feu a pris naissance derrière un comptoir situé dans un des magasins, au fond d'une cour.

Les employés de la maison, les pompiers des postes voisins se sont assez rapidement rendus maîtres de l'incendie.

La cause du feu est attribuée à la fermentation des cuirs, provoquée par l'action du soleil, à laquelle les cuirs sont exposés derrière les vitrages, dont les verres peuvent former lentilles.

Les dégâts sont assez considérables. On les évalue à 9,000 francs.

Acte de désespoir de deux vieillards. — Les habitants de la maison portant le n° 7 de la rue Berthe, apercevant hier une femme épaissie qui sortait du logement des époux R..., tous deux sexagénaires, enfoncèrent la porte et trouvèrent les deux vieillards couchés sur leur lit.

Les malheureux, ayant allumé un réchaud, avaient attendu la mort. Le mari avait succombé; la femme a pu être sauvée à force de soins.

Petites nouvelles. — La distribution des prix de l'École commerciale de Paris aura lieu le samedi 1er août, à deux heures précises, sous la présidence de M. Diez-Monlin, commandeur de la Légion d'honneur, sénateur, président de la chambre de commerce de Paris, assisté de M. Charles Noël, trésorier, membre de la chambre de commerce, président du conseil d'administration de l'école, et de MM. les membres du conseil.

LES TABLETTES DU DOCTEUR

EMPOISONNEMENTS : SOINS A DONNER

VI

POISONS STUPEFIANTS

Plomb et préparations saturnines. — Le plomb à l'état métallique et solide n'exerce aucune influence sur l'économie. Malheureusement ce métal s'allie très facilement au contact de l'air, de l'eau, et, à plus forte raison, des substances contenant un acide libre. Il faut donc le rejeter de tous les usages domestiques.

Les sels de plomb sont tous plus dangereux que les sels insolubles. Mais ceux-ci sont loin d'être sans danger. Ainsi l'iodure, le chromate, le carbonate (connu dans le commerce sous les noms de blanc de céruse ou blanc de plomb, de kroms, de blanc d'argent) et les oxydes (litharge, massicot, minium), agissent presque aussi énergiquement que les sels solubles, par la raison bien simple qu'ils sont facilement rendus solubles par leur mélange avec les substances qui les introduisent dans l'organisme, ou avec celles qui sont contenues dans l'estomac. Les poteries au vernis plombifère, le vin qui a séjourné longtemps dans une bouteille où se trouvent des grains de plomb, les vins ou cidres qu'on a voulu désacidifier en y ajoutant de la litharge, peuvent donc produire des effets très pernicieux sur l'organisme.

L'empoisonnement aigu provoque les symptômes suivants : douleurs violentes dans les intestins, remittentes d'abord, puis continues, diminuant par la pression; nausées, vomissements; presque toujours constipation opiniâtre; abatte-

ment, pâleur; voix altérée, éteinte; hoquets, syncope, convulsions; paralysie des membres inférieurs.

L'empoisonnement lent se rencontre chez les individus qui fabriquent ou emploient le plomb. L'intoxication se reconnaît par un isurais ardoisé des gencives, la saveur sucrée de la salive, la pâleur, l'amaigrissement, la fétidité de l'haleine, les coliques, la constipation opiniâtre, la teinte jaune terreuse de la peau, la perte des forces, la paralysie saturnine et les tremblements.

TRAITEMENT. — Il faut faire vomir, avec de l'ipéca de préférence; donner des lavements purgatifs et faire prendre du sulfate de magnésie dissous dans de l'eau, afin qu'il se forme un sulfate plombique insoluble. L'électrolyse de soufre suivant :

Soufre sublimé et lavé 30 gr.
Miel blanc. 30 gr.

que l'on donne dans la journée, en trois ou quatre fois, produit de bons résultats. L'eau albumineuse, le lait doivent être aussi recommandés.

BELLADONE. — Les feuilles, les racines, les baies, le suc et l'extrait de belladone doivent leurs propriétés nuisibles à un principe actif : l'atropine. Gauthier de Claubry rapporte un exemple d'empoisonnement par les baies : 150 soldats s'empoisonnèrent en mangeant de ces fruits, dont la couleur est noire, le goût douceâtre et dont la forme globuleuse rappelle celle de petites cerises. C'est cette ressemblance qui fait que les empoisonnements par ces baies sont fréquents chez les enfants de la campagne.

Que l'empoisonnement ait lieu par une des parties de la plante ou par son aloïde : l'atropine, les symptômes de l'empoisonnement sont toujours les mêmes. Immédiatement après l'absorption du poison, soit par la voie intestinale, soit par la voie hypodermique, le malade est pris de vertiges et de nausées. Il est surexcité; la face est rouge, l'œil éteint; les pupilles se dilatent beaucoup. Le malade voit double, il gesticule et il délire. Il est pris d'hallucinations et de vomissements. Ordinairement, le délire est gai, turbulent, érotique. Mais bientôt surviennent la paralysie et le coma.

JUSQUAME. — Les empoisonnements par cette plante proviennent de ce que ses racines peuvent être prises pour de petits pains ou des racines de chicorée, et que ses feuilles sont souvent confondues avec celles du pissenlit. Les symptômes de l'empoisonnement sont à peu près les mêmes que ceux de la belladone : vertiges, dilatation de la pupille, hallucinations, aphonie, somnolence ou délire alternant fréquemment.

STRAMOINE. — D'après Trousseau, on ne peut saisir aucune différence essentielle entre les effets de la stramoine et ceux de la belladone; mais la stramoine est beaucoup plus active et plus dangereuse. Cette plante, connue également sous le nom de *Herbe aux magiciens*, *Eidornie*, *Herbe du diable* par ses maléfices s'en servent pour priver leurs victimes de l'usage de leurs sens, anéantir les fonctions des centres nerveux. Les autres symptômes de l'empoisonnement sont les mêmes que les précédents.

Comme antidote, exciter les vomissements et administrer du vinaigre.

MORELLE. — Les enfants s'empoisonnent assez facilement avec les baies de la morelle. Heureusement que ces baies sont beaucoup moins énergiques que celles de la belladone, et que les vomissements, qui ne tardent pas à paraître, débarrassent assez vite l'estomac.

TABAC. — Le tabac doit son action toxique à la nicotine. Que l'empoisonnement ait lieu par celle-ci, pure, ou par du tabac qu'on aura avalé, — ce qui peut arriver chez ceux qui ont la déplorable et douloureuse habitude de fumer, — les symptômes de l'empoisonnement sont semblables à ceux produits par la belladone : vomissements, phénomènes convulsifs et tétaniques, délire, puis refroidissement du corps, coma et mort si la dose prise a été trop forte.

CIGUE. — Trois plantes ombellifères peuvent produire les effets des poisons stupefiants. Ce sont : la ciguë proprement dite, ou ciguë des anciens, la petite ciguë, ou faux persil des jardins, et la ciguë vénéneuse, dont la racine a été prise quelquefois pour celle du panais, malgré son suc jaune et acre. Les principaux symptômes, se rapprochant toujours des précédents, sont : vertiges, éblouissements, mal de tête intense, anxiété précoce, vomissements, pupilles dilatées, vue trouble, intelligence petite, gonflement de la tête et des membres, convulsions, syncope et mort. — Les pro-

priétés toxiques des ciguës sont dues à la conicine.

ACONIT NAPIEL. — La racine de cette plante ressemble à un petit navet, et ses jeunes pousses ont été prises assez souvent pour du céleri. C'est surtout dans la racine que réside le principe toxique. L'aconit détermine des nausées, de l'ardente à la gorge et au creux de l'estomac, des syncopes, de la somnolence; la pupille est dilatée, le ventre ballonné et la face tuméfiée. Le corps est couvert d'une sueur froide, et le délire peut être si fort qu'il ressemble à la folie.

TRAITEMENT. — L'empoisonnement produit par une des plantes précédentes sera combattu d'une manière générale par les moyens suivants : On provoquera les vomissements au moyen de l'émétique ou de l'ipéca. On purgera ensuite avec du sulfate de magnésie ou du sulfate de soude. Si on n'en a pas, on donnera une poignée de sel marin dissous dans l'eau. Tous les poisons qui précèdent étant stupefiants, on combattra le narcotisme en donnant des infusions chaudes aromatiques, du café noir, des alcooliques, de l'acétate d'ammoniaque.

Dr H. VIGOUROUX.

LA VIE SUR L'EAU

La quinzaine qui va suivre contient les réunions les plus intéressantes de la saison; nous voulons parler des Régates de Genève, dimanche 2 août, de 8 à 9 heures; de Genève et d'Évian, le 2, le 8 et le 9 août prochain. Ces dernières, données sous le patronage de la princesse de Brancovan, réuniront les rameurs les plus célèbres de la France et de l'étranger.

DEPARTEMENTS

Pas-de-Calais. — Un pilote de Boulogne-sur-mer a ramené lundi entre les mains de M. le consul de la Grande-Bretagne, trois jeunes Anglais qu'il avait recueillis en mer. Ce pilote croissait dans un bateau, à six milles nord-est du cap Gris-Nez, lorsqu'un homme de son équipage entendit des cris de détresse partant d'une frêle embarcation. Ils firent voile immédiatement dans cette direction, et se trouvèrent en face de trois jeunes mécontents de la marine royale britannique en uniforme.

Ils avaient quitté Ramsgate à six heures du matin, et depuis quinze heures ils erraient sans boussole, ne cessant de ramer et n'ayant plus qu'une bouteille d'eau et quelques biscuits.

Leur bat était de traverser le détroit comme l'avait fait l'équipage à huit rameurs d'Oxford.

Ils étaient harassés de fatigue et c'est la voix altérée qu'ils racontèrent au pilote de Boulogne leur équipée.

Leur pilote leur fit prendre quelque nourriture, leur offrit leur lit et les amena à Boulogne, traînant en remorque leur frêle embarcation.

Quand le consul anglais demanda au pilote ce qu'il réclamait, il répondit : « Le plaisir d'avoir obligé ces jeunes gens nous suffit ».

Bien autre, à coup sûr, est l'attitude de leurs confrères d'Outre-Manche, même en cas de détresse et surtout d'échouage et de renouement.

Saône-et-Loire. — La bande noire va-t-elle de nouveau faire parler d'elle ?

Elle semblait disloquée à la suite du procès de la cour d'assises de Chalon.

Aujourd'hui, voilà que les explosions recommencent.

Dimanche soir, à quatre heures et demie, une explosion de dynamite a eu lieu au presbytère de Sauvignas.

Tout s'est terminé, heureusement, à des dégâts matériels.

Trois individus ont été arrêtés.

Loire. — Un épouvantable accident vient d'arriver aux mines de la compagnie de Comberval.

Vers cinq heures du soir, quatre ouvriers mineurs, sous la direction d'un sous-verneur, étaient occupés à creuser une galerie à travers d'anciens travaux où, depuis de longues années le feu était dans la mine.

Sur les réclamations des quatre ouvriers, qui se plaignaient d'une soif ardente, le nommé Pierre Boyer, sous-verneur, s'absenta un moment pour aller leur chercher à boire.

Pendant ce temps, les quatre mineurs se mirent en devoir de jeter de l'eau sur le foyer incandescent, à l'aide d'une pompe, pour atténuer autant que possible la chaleur, qui devenait insupportable, quand tout à coup une explosion se produisit, brulant plus ou moins les quatre malheureux ouvriers.

Malgré le zèle avec lequel on procéda au sauvetage de ces malheureux, et les soins intelligents qui leur furent prodigués, deux d'entre eux moururent quelques heures après.

Le troisième de ces infortunés est dans un état qui inspire de grandes inquiétudes.

tôt son compagnon de voyage s'appela le malheureux !

Elle s'était levée de grand matin pour que son travail habituel ne souffrit pas trop de son absence.

Après avoir mis un peu d'ordre dans son ménage et dans celui de M. Claude Martel, elle avait conduit ses deux enfants à l'école, en priant de les garder toute la journée, de peur qu'ils ne gênassent leur père.

Il avait bien assez maintenant, n'est-ce pas, lui, le cher homme, de s'occuper, sans distraction et sans tracasseries, de son travail de transformation et de perfectionnement personnel, pour se mettre à même de paraître bientôt devant la haute société ?

En quittant le chemin de fer, le voyageur trouva une voiture commandée par un cocher et qui l'attendait pour la mener plus vite au couvent.

En toute autre circonstance, maman Tavy avait été fière et heureuse de monter dans cet équipage superbe, venu là tout exprès pour elle comme pour un gros personnage.

Mais en ce moment, l'orgueil ne trouvait plus en elle où se nicher, tant son être tout entier était envahi par la désolation.

Toutefois, hâtons-nous de le reconnaître, l'abattement de maman Tavy lui donnait, par contre-coup, un air de réserve et de dignité tout à fait à son avantage.

Son extérieur se modelait, pour ainsi dire, sur la noblesse et la gravité de ses pensées.

C'est qu'au parloir du couvent que notre voyageuse reprit un peu d'entraînement et d'animation.

Quand sœur Félicie apprit l'accident dont M. Guillaume avait été victime, son bon cœur éclata en paroles simples et consolantes, inspirées visiblement par le sentiment de la peine partagée.

— Chère madame, dit-elle à maman

les brutes du quatrième ne présentent heureusement aucune gravité.

Les trois premières victimes de ce triste accident étaient des pères de famille.

AVIS ET COMMUNICATIONS

FISCHER, opticien-oculiste, 7, rue de la Paix, application de verres spéciaux pour toutes les vues, fatiguées, affaiblies ou malades.

Un professeur distingué, prix d'honneur de S. M. l'Empereur Napoléon III, officier de réserve de l'artillerie territoriale, désire se placer, comme précepteur, dans une famille, soit en France, soit à l'étranger. S'adresser au bureau du journal.

Le Garde du corps, le nouveau roman de M. G. Durny, qui a obtenu un si vif succès dans la *Revue des Deux-Mondes*, vient de paraître à la librairie Hachette. (Voir aux Annonces.)

Librairie Plon : les Catholiques libéraux, l'Eglise et le libéralisme, par A. Leroy-Beaulieu.

MM. Garnier frères mettent en vente le premier volume de la deuxième édition des *Œuvres de Moïse*, due aux soins de M. Louis Moland. Ce volume était le seul qui restait à mettre au jour; il était attendu avec impatience; il justifiera cette attente et produira une vive satisfaction parmi les moiristes. Les mêmes éditeurs complètent la grande édition des *Œuvres de Voltaire*, en cinq volumes, par deux nouveaux volumes contenant une table analytique très développée et un supplément important à la correspondance. (Voir aux Annonces.)

GAZETTE THÉÂTRALE

Les concours du Conservatoire

Les concours de violoncelle et de violon qui ont eu lieu, hier, au Conservatoire, ont été très remarquables.

Les lauréats sont les suivants :

VIOLONCELLE

1^{er} prix. — MM. Ruiz et Dessen.
2^e prix. — MM. Antio et Damoulin.
1^{er} accessit. — MM. Roux et Abbate.
2^e accessit. à l'unanimité. — Le jeune Huck, âgé de onze ans.

VIOLON

1^{er} prix. — Mlle Ghay; MM. Brun, Morel, Rosetti.
2^e prix. — MM. Wondra, Rien.
1^{er} accessit. — Mlle Dautin, Gauthier, Boutin; M. Hierro.
2^e accessit. — Mlle Magnien; M. Letourneux, Berquet, Rimicini, Logier.

Le concours de violoncelle a été particulièrement brillant.

La classe de M. Delsart a obtenu un triomphe éclatant. Sur sept élèves, six ont obtenu des récompenses, dont un premier prix, deux seconds prix, deux accessits et un second, à l'unanimité.

Ce résultat fait le plus grand honneur au successeur de M. Franchomme, et nous nous faisons un véritable plaisir de féliciter M. Delsart, qui, tout en s'occupant avec amour de ses élèves, ne s'effaçant de leur donner un bon style, du rythme et de l'exactitude, s'est si bien rendu digne de l'importante mission qui lui est confiée.

Aujourd'hui, au Conservatoire, concours de tragédie et de comédie.

Neuf concurrents pour la tragédie. Vingt-cinq concurrents pour la comédie.

Tout s'est terminé, heureusement, à des dégâts matériels.

Trois individus ont été arrêtés.

Loire. — Un épouvantable accident vient d'arriver aux mines de la compagnie de Comberval.

Vers cinq heures du soir, quatre ouvriers mineurs, sous la direction d'un sous-verneur, étaient occupés à creuser une galerie à travers d'anciens travaux où, depuis de longues années le feu était dans la mine.

Sur les réclamations des quatre ouvriers, qui se plaignaient d'une soif ardente, le nommé Pierre Boyer, sous-verneur, s'absenta un moment pour aller leur chercher à boire.

Pendant ce temps, les quatre mineurs se mirent en devoir de jeter de l'eau sur le foyer incandescent, à l'aide d'une pompe, pour atténuer autant que possible la chaleur, qui devenait insupportable, quand tout à coup une explosion se produisit, brulant plus ou moins les quatre malheureux ouvriers.

Malgré le zèle avec lequel on procéda au sauvetage de ces malheureux, et les soins intelligents qui leur furent prodigués, deux d'entre eux moururent quelques heures après.

Le troisième de ces infortunés est dans un état qui inspire de grandes inquiétudes.

tôt son compagnon de voyage s'appela le malheureux !

Elle s'était levée de grand matin pour que son travail habituel ne souffrit pas trop de son absence.

Après avoir mis un peu d'ordre dans son ménage et dans celui de M. Claude Martel, elle avait conduit ses deux enfants à l'école, en priant de les garder toute la journée, de peur qu'ils ne gênassent leur père.

Il avait bien assez maintenant, n'est-ce pas, lui, le cher homme, de s'occuper, sans distraction et sans tracasseries, de son travail de transformation et de perfectionnement personnel, pour se mettre à même de paraître bientôt devant la haute société ?

En quittant le chemin de fer, le voyageur trouva une voiture commandée par un cocher et qui l'attendait pour la mener plus vite au couvent.

En toute autre circonstance, maman Tavy avait été fière et heureuse de monter dans cet équipage superbe, venu là tout exprès pour elle comme pour un gros personnage.

Mais en ce moment, l'orgueil ne trouvait plus en elle où se nicher, tant son être tout entier était envahi par la désolation.

Toutefois, hâtons-nous de le reconnaître, l'abattement de maman Tavy lui donnait, par contre-coup, un air de réserve et de dignité tout à fait à son avantage.

Son extérieur se modelait, pour ainsi dire, sur la noblesse et la gravité de ses pensées.

C'est qu'au parloir du couvent que notre voyageuse reprit un peu d'entraînement et d'animation.

Quand sœur Félicie apprit l'accident dont M. Guillaume avait été victime, son bon cœur éclata en paroles simples et consolantes, inspirées visiblement par le sentiment de la peine partagée.

— Chère madame, dit-elle à maman

Ensuite, Mlle Claire Maynard a interprété avec une grande perfection le grand air de la *Fidèle enchanée*, de Mozart.

M. Fried, jeune soldat qui est en même temps élève du Conservatoire, a fait sur le piano une improvisation très applaudie.

Mlle Jeanne de la Haulle, dont nous avons déjà fait ressortir le précieux talent, a dit avec beaucoup de grâce le *Myosotis*, poésie de sa composition.

Mme Anais Ségalas, l'héroïne de la fête, a récité une de ses plus charmantes poésies : les *Amis de Paris*.

M. Verconsin, pour terminer, a dit d'une façon exquise l'*Hydrothérapie comparée*, de Larcher, monologue rempli d'a-propos, en ce moment où tout le monde quitte la capitale pour se diriger vers les villes d'eaux.

Mlle Marguerite Thuillier vient de mourir dans l'humble retraite qu'elle avait choisie depuis vingt ans, à Châtillon-en-Bazois.

Elle a été, sur la scène des Variétés et de l'Odéon, l'incarnation charmante de ces héroïnes de George Sand et de la Mimi d'Henri Mürger. En 1896, sa santé, fort délicate, la força à quitter la scène après les premières représentations de la *Contagion*, d'Emile Augier.

Depuis, elle vivait dans une solitude absolue; la pension que Mme Sand avait obtenue pour elle lui avait été supprimée à la mort de la châtelaine de Nohant. Accablée par une douloureuse maladie de cœur et des rhumatismes aigus, elle était soignée avec un admirable dévouement par Alexandrine, une compagne d'autrefois.

Elle a été enterrée ce matin dans le petit cimetière de Châtillon.

EMPRUNT ÉGYPTIEN 3 % GARANTI DE 9,000,000 DE LIVRES STERLING

Le présent emprunt est contracté par S. A. le Khédive d'Égypte, en exécution de la Convention signée à Londres le 18 mars 1885 entre les gouvernements de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la France, de l'Italie, de la Russie et de la Turquie; et des décrets de S. A. le Khédive, en dates des 27 et 28 juillet 1885.

Le gouvernement égyptien, avec l'approbation du gouvernement anglais, a traité avec MM. N. ROTH-SCHILD & FILS, à Londres, pour l'émission de cet emprunt. Le texte de la Convention et des Décrets est reproduit dans le prospectus d'émission.

Les titres, ainsi que les intérêts, seront payables en or et en exemplaires de tout impôt égyptien. Ils seront émis en titres au porteur de :

Lib. st.	400 p. cent., en fr.	2,500 p. cent., en fr.	5,000 p. cent., en fr.	10,000 p. cent., en fr.
200	5,000	10,000	20,000	40,000
500	12,500	25,000	50,000	100,000
1,000	25,000	50,000	100,000	200,000

avec jouissance du 1^{er} juin 1885.

Les coupons seront payables les 1^{er} mars et 1^{er} septembre de chaque année, à Paris, au change fixe de 25 fr. par livre st.; à Londres, en livres st.; en Allemagne, au change du jour, et en Égypte, en livres st.

Un coupon intermédiaire, attaché aux certificats provisoires et représentant 3 mois d'intérêt, sera payé le 1^{er} septembre 1885.

SOUSCRIPTION PUBLIQUE LE JEDI 30 JUILLET CHEZ MM. DE ROTHSCHILD FRÈRES

ELLE SE FERA SÉPARATEMENT À LONDRES, À BRUXELLES, À PARIS, À BERN, À GENÈVE, À VIENNE, À ZÜRICH.

Le prix d'émission est fixé, pour Paris, à Fr. 2,406 60 par obligation de Lib. st. 100 ou Fr. 2,500, et en proportion pour les multiples.

Payables	Fr. 250	en souscrivant.
500 <td>à la 1^{re} répartition. </td>	à la 1 ^{re} répartition.	
630 <td>le 1^{er} septembre 1885. </td>	le 1 ^{er} septembre 1885.	
630 <td>le 6 octobre </td>	le 6 octobre	
546 60 <td>le 10 novembre </td>	le 10 novembre	
Fr. 2,406 60	Total par obligation de Fr. 2,500 de capital nominal.	

(Ces conditions sont la partie exacte, au change actuel de 25,20, du prix d'émission de 25 1/2 p. 100 à Londres.)

La réduction proportionnelle, au cas où les demandes dépasseraient la somme réservée à la souscription. La faculté de libération à 3 0/0 l'an, à partir de la délivrance des titres provisoires. Les certificats provisoires seront revêtus du timbre français.

L'emprunt est émis sous la garantie conjointe et solidaire de la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, l'Italie et la Russie, en vertu de la convention du 18 mars 1885. Les Gouvernements d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et d'Italie n'ont pas encore obtenu de leurs Parlements respectifs la ratification de la convention; mais ils sont engagés à la soumettre à leur ratification plus tôt que possible. En attendant, toutes les puissances signataires ont consenti à l'émission immédiate de l'emprunt. La garantie de la Russie est limitée à un sixième de l'annuité.

L'annuité fixe garantie est de 315,000. L'amortissement de l'emprunt est assuré par la portion de cette annuité qui demeure libre, après prélèvement des intérêts, et par un fonds d'amortissement supplémentaire prévu aux articles 21 et 22 du décret khédival du 27 juillet 1885, et pouvant s'élever au maximum à 900,000 par an.

L'admission à la cote officielle sera demandée. (Déclaration faite au timbre le 24 juillet 1885.)

Constipation

MIGRAINE, CONSTIPATIONS, HÉMOÏDOIDES et autres maux qui en résultent

